REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

STRATEGIE SECTORIELLE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

Lettre d'endossement

Le Gouvernement camerounais a élaboré ce document de stratégie en 2013. Il est le fruit d'une collaboration étroite entre le Gouvernement et les Partenaires au Développement, à travers le Groupe Local Education qui regroupe des membres des ministères sectoriels, les Partenaires au Développement et des membres de la société civile. Les Partenaires au Développement sont d'avis que le document de la stratégie sectorielle a atteint un degré d'aboutissement qui permettra le pilotage efficace des grandes orientations de la politique éducative au cours des prochaines années.

La politique sectorielle qu'entend suivre le Gouvernement du Cameroun est confirmée dans la «Lettre de politique pour le secteur de l'éducation et de la formation» et les stratégies de mise en œuvre sont décrites dans le DSSEF. On y énonce les priorités de développement du secteur qui peuvent être résumées de la façon suivante:

- *La priorité de parvenir d'ici 2020 à la scolarisation primaire universelle y est réaffirmée avec force* à travers trois politiques phares :
  - la poursuite de la politique de gratuité scolaire entreprise au cours des dernières années. Deux mesures principales seront mises en œuvre : l'accès gratuit aux manuels scolaires et l'achèvement du processus de contractualisation des enseignants, qui vise à enrayer l'embauche directe d'enseignants par les parents en raison de la pénurie de maîtres;

  - l'adoption de mesures ciblées visant à induire davantage d'équité dans le système, ceci dans le but de permettre aux enfants issus de régions où la scolarisation est plus faible d'accéder et de compléter le niveau primaire. Les stratégies retenues incluent le versement de compléments salariaux aux enseignants, la mise en place d'un programme de construction et de réhabilitation d'écoles, de latrines et de points d'eau, l'ouverture de cantines scolaires, etc. Plusieurs de ces mesures bénéficieront aux jeunes filles;

  - l'apprentissage de la lecture, qui représente un enjeu pour assurer l'amélioration des performances scolaires des élèves et l'achèvement du primaire. Le gouvernement entend en faire une priorité pédagogique par la mobilisation des acteurs, le développement d'outils pédagogiques et le renforcement de la formation des enseignants.

MINEPAT
CELLULE OPERATIONNELLE SECRETARIAT TECHNIQUE
COMITE DE PILOTAGE

- *Le souhait de mettre en place un cycle d'enseignement fondamental, prévu pour 2016, constitue un autre axe prioritaire de la politique.* Celle-ci sera précédée d'une phase préparatoire qui permettra d'analyser les conditions de sa mise en place, de prendre les mesures administratives pour en assurer la viabilité et de développer les fondements pédagogiques à sa mise en œuvre. Entre temps, le gouvernement entend rapidement ouvrir l'accès à l'enseignement secondaire.

- *Le Gouvernement exprime également sa volonté d'exercer une gestion plus stricte des flux entre le 1er cycle et le 2e cycle du secondaire ainsi qu'à l'accès à l'université.* Une meilleure adaptation des formations aux besoins du marché de l'emploi sera recherchée.

Ces priorités répondent aux besoins actuels de développement de l'éducation et s'insèrent dans le cadre global de la Stratégie pour la croissance et l'emploi du Cameroun.

Nous avons par ailleurs procédé à une évaluation externe de la stratégie qui a permis d'identifier les principaux risques qui menacent l'atteinte des résultats visés ainsi que les mesures de contrôle et de remédiation à instaurer:

- Le principal risque réside dans l'accélération de l'ouverture au 1er cycle du secondaire alors que la réforme du fondamental sera en cours. Quoique relativement modeste, l'augmentation du taux de transition du primaire au 1er cycle du secondaire requerra un suivi rigoureux des indicateurs de financement du secteur, des indicateurs de financement intra sectoriel et des indicateurs qualité, ceci afin de contenir le ratio élèves par division dans ce cycle et de préserver l'équilibre des financements intra sectoriels, la qualité des services éducatifs et le niveau d'apprentissage des élèves dans tout le cycle fondamental.

- Le second risque réside dans la gestion des flux du secondaire (deuxième cycle) et du supérieur que le Gouvernement s'engage à réguler plus fermement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent. Un dérapage à ce niveau pourrait également avoir des conséquences sur le financement du fondamental, principalement celui du primaire.

- Le troisième risque relève de la capacité d'aller de l'avant avec l'application des nombreuses mesures administratives essentielles formulées dans le document de stratégie. Celles-ci généreront de la résistance. Leur mise en œuvre requerra à la fois une volonté politique et un engagement ferme de la part des gestionnaires du système.

- Enfin, la stratégie ne saurait atteindre les résultats anticipés sans un suivi sectoriel régulier reposant sur un système de reportage adéquat non seulement des résultats, mais aussi de la mise en œuvre. À ce titre, l'engagement du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers du secteur à assurer ce type de suivi sectoriel régulier est indispensable.



Le Gouvernement et les Partenaires au Développement sont conscients des écueils qui jalonnent la mise en œuvre de la stratégie et les Partenaires au Développement souhaitent l'accompagner dans sa réalisation.

Après une étude approfondie, les Partenaires au Développement du secteur de l'éducation au Cameroun, sont satisfaits du DSSEF et marquent leur accord à son endossement.

Fait à Yaoundé, le 14 AOU 2013

MINEPAT
CELLULE OPERATIONNELLE
LE SECRETARIAT TECHNIQUE
COMITE DE PILOTAGE

Gouvernement camerounais
Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire Emmanuel Nganou D.
Ministère des Finances Alamine Ousmane Mey
Ministre de l'Education de Base Mme YOUSSOUF née HADIDJA ALIM
Ministre des Enseignements Secondaires Louis Bapes Bapes

Ministre de l'Enseignement Supérieur 
Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 
Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique 

Partenaires au Développement	
Agence Française de Développement	
Banque Africaine de Développement	
Banque Islamique De Développement	
Banque Mondiale	
Coopération Chinoise	
JICA	
PAM	
Union Européenne	
UNESCO	
UNICEF	
UNHCR	

UNFPA	
ONUFEM	
ONG	
AGBETSI	KOUTODJO Mawussi
CEFAN	
COUNTERPART	
TIKA (Coopération Turque)	
ITAKA	
KNOWLEDGE	
KOICA	
PLAN CAMEROUN	
SNUIPEN	ATEBA Jean Pierre